

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Dimanches

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Le message du président Wilson

Après huit mois de silence, le président des Etats-Unis a pris de nouveau la parole.

De son dernier message trois choses sont à retenir:

Pour traiter avec les puissances centrales il faut préalablement obtenir des garanties de leur sincérité. Donc, point de paix tant que l'ennemi fait preuve de mauvaise foi. Partant, point de paix avec les gouvernants actuels dont les paroles et les actes n'inspirent plus aucune confiance aux autres peuples. Vu la persévérance dans l'erreur initiale que les dirigeants austro-allemands montrent en toute occasion, il serait vraiment absurde de traiter avec eux. Un contrat passé entre des parties dont l'une n'est pas de bonne foi ne serait qu'une duperie.

Pour garantir la paix future contre une Allemagne qui continuerait à vivre sous le gouvernement d'hommes pour lesquels « la force prime le droit », le président Wilson propose de ne pas faire participer l'Allemagne aux libres rapports économiques qui à l'avenir seraient noués entre les peuples. Dans le cas où l'on ne viendrait pas à bout de la résistance allemande à force de soldats et de canons, la future Société des Nations ne s'ouvrirait pas pour l'Allemagne tant qu'elle resterait gouvernée comme elle l'est actuellement. Dans la Société des Nations libres il ne peut y avoir de place que pour les nations libres. Si l'Allemagne veut jouir des bienfaits de cette société nouvelle, elle n'a qu'à se réformer elle-même. Le jour où elle sera régénérée, elle sera digne de foi et pourra inspirer confiance.

C'est là une sanction pratique, une mesure coercitive par laquelle on espère forcer l'Allemagne à changer sa politique impérialiste et antisociale, danger permanent pour les autres peuples. Du reste, c'est là une mesure d'ordre général applicable à tout autre Etat ou nation aux tendances impérialistes et perturbatrices. En effet il s'agirait de mettre les Etats malfaisants au ban de l'humanité, tout comme la société le fait pour les individus qui enfreignent les lois sociales. Et quelle mesure pourrait être plus efficace que de fermer le robinet par lequel pénétraient les matières premières qui nourrissaient l'industrie allemande avant la guerre? Empêcher l'industrie allemande de se développer et d'inonder le marché mondial, c'est en même temps ôter à l'Allemagne les moyens de menacer tous les autres peuples par ses armements excessifs et le danger permanent de la guerre.

M. Clémenceau ne visait pas à un autre effet lorsqu'il voulait exclure l'Allemagne de la Société des Nations. M. Wilson n'a fait donc que préciser cette idée en lui donnant une forme concrète et une valeur pratique. Entre les deux points de vue la contradiction que certains publicistes voulaient voir n'existe pas, mais il y aurait plutôt une différence de méthode et de degré. Où l'on pourrait discerner une contradiction, ce serait, nous semble-t-il, dans la partie du message qui expose les motifs ayant déterminé le président Wilson à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie. En réalité cette partie du message présente une lacune, car s'il est vrai que l'Autriche-Hongrie n'est qu'un instrument de l'Allemagne, la Turquie et la Bulgarie ne le sont pas moins. Pourquoi donc laisser ces deux Etats abuser encore de la confiance de la

grande république américaine? Ne serait-il pas plus logique et même plus prudent de couper court une fois pour toutes aux agissements sournois de ces alliés de l'Allemagne? Pourrait telle qu'elle est, la déclaration de guerre que contient le message venir à propos pour prouver la détermination américaine à poursuivre la guerre jusqu'à victoire malgré la défection russe.

L'importance du dernier message de M. Wilson n'échappera à personne. Il est de nature à réjouir les Alliés et à confondre leurs ennemis. L'attitude de la presse allemande est le meilleur indice du poids que la menace américaine va faire peser sur l'Allemagne. Tout l'espoir de l'Allemagne repose sur l'activité industrielle qu'elle projette de développer après la guerre. Lui montrer l'inanité de ses espérances, c'est briser le ressort moral qui soutient le peuple allemand dans le conflit, où il se sent déjà à moitié vaincu. C'est pourquoi aucun journal allemand n'a jusqu'à présent publié intégralement le message américain.

Si nous ne parlons pas ici de l'effet que la voix américaine pourra produire en Russie, c'est que dans ce pays règne en ce moment, à côté de l'anarchie, la pire des terreur. La voix de la conscience est étouffée par la force, là où elle n'est pas dominée par le concert des pacifistes corrompus. La censure y sévit comme jamais sous l'ancien régime et la liberté est noyée dans le sang des meilleurs fils de la Russie. Sinon comment pourrait-il arriver que la Russie révolutionnaire, républicaine et démocratique se rangeât du côté de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, contre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis?

En plus de la menace du blocus contre l'Allemagne et de la déclaration de la guerre à l'Autriche-Hongrie, le dernier message contient la déclaration du droit de tous les peuples de disposer de leur sort. C'est pourquoi il trouvera un écho profond dans le cœur des peuples opprimés. C'est surtout pour ces peuples et pour les petits Etats de l'Europe que l'intervention américaine dans le conflit constitue une garantie précieuse.

M. D. M.

M. Caillaux contre la Serbie

Le gouverneur militaire de Paris, en demandant la levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Caillaux, a fait part d'une série de faits extrêmement graves à la charge de l'ancien président du conseil. « Au cours de son séjour à Rome, en décembre 1916, lit-on dans ce réquisitoire, M. Caillaux exposait que le ministre Briand était à la veille d'être renversé, qu'il serait sans doute remplacé par un ministre Clemenceau qui ne pourrait vivre qu'en intensifiant la guerre, mais que la France, bien vite épuisée par ce nouvel effort militaire, ne pourrait pas soutenir la lutte au delà du printemps 1917; qu'à cette heure tragique, il prendrait alors le pouvoir et qu'il signerait la paix. Il faut donc, disait-il, que l'Italie se prépare de son côté à faire avec l'Allemagne une paix séparée; le monde sera étonné des avantages que, dans ces conditions, l'Allemagne pourra accorder à l'Italie et à la France, car tous les frais de guerre devront être payés par la Russie et les Balkans. La Serbie disparaîtra, ajoutait-il, et elle n'aura que ce qu'elle mérite; quant à la Roumanie, elle disparaîtra également; c'est un malheur, mais il vaut mieux que ce soit elle qui paye la casse que nous. »

Nous attendons la décision de la Chambre française avant de parler plus amplement de ce triste événement.

Une lettre du député Wendel

Nous venons de recevoir de M. Hermann Wendel, député au Reichstag, la lettre suivante:

Francfort, le 6 décembre 1917.

C'est avec un étonnement profond que je lis dans le numéro 48 de votre journal de « l'affirmation de M. Hermann Wendel, dans le « Vorwärts » du 19 novembre, que les articles de « La Serbie » sur la Bulgarie et le peuple bulgare, tous basés pourtant sur les documents bulgares, manifestent une haine passionnée et une injustice aveugle. » Cela doit être une erreur de votre part, d'autant plus inexplicable pour moi, que je n'ai jamais et nulle part prononcé une affirmation pareille.

Veillez agréer mes sentiments respectueux.

Hermann WENDEL

député au Reichstag.

Vérification faite, nous sommes obligés de reconnaître notre erreur, qui n'est qu'un lapsus calami, et d'en exprimer nos regrets à M. Wendel. Mais si le « Vorwärts » du 19 novembre ne contient aucune des paroles que nous lui avions prêtées, l'« Arbeiter Zeitung » de la même date, dans un article intitulé: « Les journaux des émigrés yougoslaves en Suisse » et signé H. Wendel, a dit au sujet de « La Serbie » textuellement ce qui suit:

« Les articles de « La Serbie » s'occupent, à côté de la question proprement serbe, du problème yougoslave en particulier; une grande attention est par suite accordée dans ses colonnes à ce qui se passe dans les territoires et les parties slaves de l'Autriche-Hongrie; la Bulgarie ne peut pas se plaindre non plus d'être mal partagée et, comme toujours la querelle entre parents est plus envenimée que la dispute entre étrangers, il apparaît, dans la façon de traiter le peuple yougoslave voisin, la haine la plus passionnée et une injustice aveugle, notamment en ce qui concerne le peuple bulgare (und wie immer Streit zwischen Blutsverwandten vergifteter ist als Zank unter Wesensfremden, zeigt sich in der Behandlung des südslavischen Nachbarstammes am ehesten leidenschaftlicher Hass und verblendete Ungerechtigkeit namentlich was das bulgarische Volk angeht ».

Comment expliquer alors les paroles du député Wendel « qu'il n'a jamais et nulle part prononcé une affirmation pareille »?

L'AUTRICHE ET LA SERBIE

— Nouvelles calomnies autrichiennes —

Le « Temps » du 14 décembre publie l'article suivant de notre rédacteur en chef:

Le discours du comte Czernin aux Délégations contient, sur la question de l'origine et des responsabilités de la guerre, la thèse habituelle des puissances germaniques sur le péril serbe, et la complicité de la Russie, poussant la Serbie à ne pas accepter l'ultimatum autrichien. Cette fable se répète presque automatiquement dans tous les discours des hommes politiques de Vienne et de Budapest, quoiqu'il soit évident pour tout le monde, comme le « Temps » de l'autre jour le constatait fort justement qu'il ne suffit pas de répéter des contre-vérités pour qu'elles deviennent des vérités. Nous ne voulons pas discuter à fond la question de la culpabilité serbe ou autrichienne, parce que cette question est définitivement tranchée, grâce aux études approfondies de l'auteur de « J'accuse » et de MM. Pierre Bertrand (L'Autriche a voulu la guerre) et Jules Pichon (L'Autriche-Hongrie « brillant second »). Lorsque les Allemands auront publié toutes leurs pièces diplomatiques, le crime qu'ils ont commis apparaîtra alors dans toute sa brutalité. En attendant et devant ces nouvelles accusations du comte Czernin contre la Serbie, nous tenons à rappeler quelques faits admis et avoués par les Austro-Allemands, qui présentent le conflit austro-serbe sous une lumière bien différente de celle que le comte Czernin a empruntée à ses collègues Forgach, Dumba, Prohaska et autres. Les voici:

Au mois d'août, la « Frankfurter Zeitung », dans un article de fond très remarqué, soumettait toute la politique extérieure de l'Allemagne à un examen rétrospectif et constatait, parmi d'autres faits, que l'Empire avait eu tort de laisser l'Autriche agir seule dans les Balkans et traiter la Serbie de façon à rendre le conflit inévitable. Le même avis sur le caractère agressif de la politique autrichienne dans les Balkans fut exprimé par M. Hermann Wendel, député socialiste, dans la revue « Die Glocke », ainsi que par M. Karl Kautsky, le chef spirituel des socialistes allemands, dans une série d'articles publiés dans la « Neue

Zeit » en juin-juillet sur l'Autriche et la Serbie. Il paraît que c'est à la suite de ces articles que Kantsky fut mis à la porte de sa propre rédaction! Ajoutons encore que la même opinion défavorable à l'Autriche se retrouve dans les déclarations faites il y quinze jours par le comte Karolyi et le professeur magyar Oscar Jaszi, ces deux émissaires de « paix » du comte Czernin en Suisse.

Quant à la réponse du gouvernement serbe à l'ultimatum autrichien, je rappelle l'aveu formel de la « Neue Freie Presse » du 5 janvier 1917, que la réponse serbe était satisfaisante. Pour une fois, l'organe principal de la monarchie austro-hongroise a été sincère, mais cet excès de franchise momentanée n'a pas empêché le comte Czernin de jeter à son tour des pierres sur la Serbie. Cette attitude du ministre des affaires étrangères austro-hongrois est d'autant plus étrange que le même comte Czernin, de concert avec le comte Berchtold, le premier conseiller privé du jeune empereur, a envoyé en Suisse un de ses confidentiels, un fameux journaliste, Czenek Slepnek, avec la mission de prendre contact avec des Serbes et de leur proposer une réconciliation avec la monarchie. Le nommé Stefanek, qui remplissait déjà avant la guerre une mission spéciale en Serbie, a montré aux Serbes, dont il a eu le courage de s'approcher, des lettres autographes du comte Berchtold, pour les convaincre du caractère sérieux de sa mission.

Le comte Czernin faisait dire aux Serbes que l'Autriche serait prête à réparer les torts qu'elle leur avait causés, qu'elle céderait la Bosnie-Herzégovine à la Serbie et accorderait à notre pays une sortie à la mer, qu'elle ne s'opposerait pas non plus à l'union de la Serbie avec le Monténégro, et qu'elle n'appuyerait pas les exigences bulgares, n'étant lié avec les Bulgares par aucun traité particulier.

Pour tout cela elle ne demanderait à la Serbie qu'une chose: que les Serbes réclament la paix! L'offre de M. Slepnek a reçu des Serbes une digne réponse, après laquelle cet agent autrichien a trouvé préférable de quitter Genève et de s'en aller

Les prétentions bulgares sur la Macédoine

Lettre de Salonique

Salonique, le 20 novembre 1917.

A plusieurs reprises, dans mes correspondances, j'ai insisté sur le fait que la propagande bulgare, avant et pendant la guerre européenne, voulait faire passer toute la Macédoine et même une partie de la Vieille-Serbie comme pays essentiellement bulgares. Comme les émissaires du gouvernement de Sofia se démènent, à ce moment, fébrilement, pour persuader notre population suisse du bien fondé de leurs réclamations, il est peut-être utile d'examiner brièvement cette question à la lumière apportée par l'enquête que j'ai menée dans les villages et dans la ville (Monastir) délivrés par les armées d'Orient. Je ne parlerai pas des prétentions bulgares en ce qui concerne les territoires de la Vieille-Serbie, ces prétentions sont vraiment ridicules, et la population de ces terres, en se révoltant contre l'envahisseur, leur a donné une réponse que le monde entier a comprise.

Les Bulgares, il faut l'avouer, avaient organisé une propagande, pour mieux dire une réclame savante. Tout spécialement en Angleterre, ils avaient créé, par le « comité balkanique », un organe qui leur fut très utile. Mais aussi dans les autres pays leurs agents travaillaient avec succès, de sorte que, à la déclaration de la première guerre balkanique, tous les yeux furent tournés vers cette Bulgarie, que d'habiles manœuvres ont fait croire le premier Etat de la péninsule, ou au moins, l'Etat le plus civilisé. Des agissements habiles ont persuadé au monde européen, d'une naïveté presque incroyable en ce qui concerne les affaires d'Orient, que les Bulgares slaves n'étaient pas seulement le peuple le plus avancé dans ces régions, mais qu'ils étaient aussi les frères de race du peuple macédonien encore sous le joug des Turcs. Ainsi, lorsque, après la première trahison bulgare, les Serbes ont acquis une grande partie de la Macédoine délivrée, nombreux étaient les gens de tout fait bonne foi qui estimaient que la paix de Bucarest avait consacré un état de choses absolument contraire au droit des nationalités. C'est cette idée erronée et funeste, qui est, en grande partie, la cause de l'écrasement de la Serbie en automne 1915.

Les grands chevaux de bataille mis en avant par les Bulgares pour prouver leurs droits sur la Macédoine furent : 1° la race slave des vrais Macédoniens ; 2° leur adhésion à l'église schismatique bulgare et 3° la langue et l'école bulgares en Macédoine.

Examinons ce que sont devenus ces trois facteurs au courant de l'occupation bulgare de la Macédoine pendant une année, occupation que les gens de Sofia croyaient définitive, ce qui est important à noter.

En ce qui concerne le premier point, les Macédoniens, qui sont en réalité mélangés avec un fort élément turc, et, sur le littoral, avec des Grecs, sont bien restés Slaves pendant que les Bulgares, de leur propre initiative, se sont déclarés Touraniens, c'est-à-dire des Asiatiques, proches parents des Turcs et des Hongrois. En faisant cette déclaration d'origine, les Bulgares sont bien dans le vrai, car tous ceux qui sont au courant des renseignements de l'anthropologie, reconnaîtront dans le faciès bulgare à pommettes saillantes et à mâchoires inférieures écartées les stigmates des Asiatiques (bien entendu des vrais Bulgares et non pas des Serbo-Bulgares de la région de Vidin et ailleurs), pendant que les Macédoniens slaves, à part quelques exceptions autour de la frontière de la Vieille-Bulgarie, ont la « tête de cheval » allongée, les zygomés saillants

et les mâchoires inférieures rapprochées des Serbes.

Quant au second point, il faut d'abord savoir que l'église schismatique bulgare est de date très récente, de 1870. A cette époque, les Turcs, maîtres des pays et avec les Austro-Hongrois les plus fervents adeptes de l'axiome : « divide et impera », ont permis la création d'une église autonome bulgare (schismatique), pour mieux avoir en main leurs peuples hétérogènes divisés par des questions religieuses. Au fond, l'église bulgare est toute pareille à celle de la Serbie, seulement le sermon se fait en bulgare et non en serbe.

Ce sont les comitadjis bulgares, ces brigands balkaniques qui, revolver en main, ont « schismatisé » une population qui avait prié jusqu'alors en grec, qu'elle ne comprenait pas, et qui ne voyait aucun inconvénient de le faire dans une langue qui était beaucoup plus proche à la leur. Lorsque les Bulgares, qui avaient fait tant de cas de leur église schismatique comme critère des nationalités en Macédoine, ont occupé les terres convoitées, ils ont, presque partout où j'ai pu le contrôler, simplement supprimé le culte en fermant les églises. Je dois avouer que cela ne m'a pas beaucoup étonné, car je connaissais l'hypocrisie bulgare en matière ecclésiastique, par le fait que leurs boursiers d'Etat envoyés dans nos universités suisses, d'un Etat qui, devant le monde, insistait si fortement sur l'église, étaient presque tous sans exception des athées et des libre-penseurs.

Dans des correspondances antérieures, j'ai déjà communiqué mon observation, que les soldats serbes parlent sans difficulté avec les paysans des contrées délivrées, pendant que, fort souvent, les prisonniers bulgares n'arrivent pas ou avec grande peine à se faire comprendre d'eux. Il est certain, le Serbe et le Bulgare étant déjà des proches parents, que la langue macédonienne forme une étape intermédiaire entre eux, mais elle paraît cependant, à juger d'après mon expérience et aussi d'après ce qu'en ont dit des linguistes distingués, bien plus près du langage des Serbes que de celui des Bulgares. L'usage de la Slava (fête du patron (saint) de la famille), fête spécifiquement serbe et parfaitement inconnue en Bulgarie, chez tous les Macédoniens slaves est aussi typique.

En ce qui concerne la question de l'école, celle-ci est pareille à celle de l'église. Les Bulgares une fois maîtres du pays l'ont supprimée, prouvant par cela que l'école leur a uniquement servi d'étiquette qu'on enlève aussitôt, quand on n'en a plus besoin (bien entendu, je ne parle que des contrées que j'ai visitées personnellement). Cruelle ironie alors quand l'écrivain bulgare Vazoff, qui fut dans le temps ou qui prétendit au moins être un russophile, écrit il y a quelques mois : « Nous déclarons avec fierté que les Bulgares se trouvent, aussi bien au point de vue de la civilisation que de la culture, à un degré beaucoup plus élevé que les Russes ! »

Faut-il insister encore sur les mauvais traitements appliqués par les sujets de Ferdinand à cette population soi-disant bulgare, traitements dont j'ai entre-tenu les lecteurs de la « Gazette de Lausanne » pour montrer que les Macédoniens ne sont pas Bulgares ? Traite-t-on ainsi ses frères ? Je ne le pense pas. Le lecteur aura déjà tiré la seule conclusion logique : la Macédoine n'est pas bulgare ! La population délivrée elle-même a rendu son jugement en déclarant définitivement les Bulgares usurpateurs et pillards. Ainsi finit une légende soigneusement entretenue par un peuple fourbe et par des hommes d'Etat dont plusieurs ont fait ou auraient dû faire la connaissance du banc des accusés de la Cour d'assises !

R.-A. REISS.

Czernin a parlé

A l'heure où les dirigeants de la monarchie croient ses frontières assurées, les délégations austro-hongroises se réunissent, après trois longues années de chômage, pour exercer leurs droits parlementaires. Le ministre des Affaires étrangères Czernin a tenu un long discours dans lequel il a donné un aperçu des directions politiques de la monarchie. Le ministre austro-hongrois n'a rien dit de nouveau. Cependant le ton de son discours a été plus ferme : il s'y dessine même une menace envers les ennemis des Centraux, s'ils ne se déclarent pas prêts à suivre l'exemple de la Russie maximaliste dans la conclusion de la paix. Czernin a répété le mensonge de l'agression serbe, de la complicité du gouvernement serbe dans le meurtre de Sarajevo, voulant ainsi créer une base morale pour alléger le lourd fardeau de la responsabilité qui pèse sur l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement de la guerre. En se déclarant pour une paix sans annexions ni contributions, le ministre demande des garanties efficaces pour l'intégrité de la monarchie. Sous la dénomination de garanties, il emploie quelques-uns des termes connus de la phraséologie germanique, à savoir, l'arbitrage, le désarmement, et d'autre part il dessine les vrais buts de la monarchie habsbourgeoise dans des expressions en apparence candides où apparaît cependant le plan rêvé de la domination allemande.

D'abord dans les Balkans, il laisse à sa fidèle alliée, la Bulgarie, les territoires serbes occupés disant d'eux qu'ils « appartiennent à la Bulgarie géographiquement et historiquement ». Il présente l'Albanie inculte comme un Etat devenu conscient de son rôle, grâce aux soins de l'administration militaire austro-hongroise, au point qu'il (le peuple albanais) « apprécie toujours plus la valeur de l'aide qu'il reçoit de la monarchie et que de son sein, surgit le désir de s'appuyer sur nous à l'avenir ».

Voilà le plan germanique achevé pour les Balkans. La Serbie démembrée, l'Albanie liée à l'Autriche établissent la domination germanique dans les Balkans, où la route Hambourg-Golfe Persique est assurée aux Allemands.

Cependant le comte Czernin s'occupe également du problème polonais. Il trouve des phrases ingénieuses pour préciser le vœu du peuple polonais. « Lorsque les obstacles à la conclusion de la paix seront tombés — dit le comte Czernin — la Pologne pourra décider elle-même de son avenir politique. Il ne nous paraît pas douteux de quel côté elle gravitera d'après ses inclinaisons et ses intérêts. »

Que la couronne de Pologne paraisse avoir beaucoup de charmes pour le jeune et « spontané » Charles, c'est ce dont témoigne cette sibyllique solution du problème polonais présentée par Czernin.

Enfin, au sujet de la question la plus brûlante, l'arrangement intérieur de la monarchie, et la solution de la question des peuples allogènes, Czernin a laissé dissenter le comte Tisza. En effet ce choix était excellent. Comme il lui sied bien, Tisza a montré le poing à tous ceux qui osent prétendre de se mêler des affaires intérieures de la monarchie. La vie de millions de peuples subjugués par l'iniquité monarchique

à Berne où il se trouve actuellement à la disposition de l'Ambassade autrichienne, pour une nouvelle intrigue.

Il n'est pas exclu que l'attitude actuelle du comte Czernin envers la Serbie, plus particulièrement, son allusion que l'Autriche ne s'opposera pas à ce que la Bulgarie garde les territoires serbes occupés, est une nouvelle menace à l'adresse de notre pays. Elle vient pourtant trop tard. Aujourd'hui comme avant, la Serbie reste confiante dans la victoire du Droit et de la Justice, et c'est de cette victoire qu'elle attend sa restauration et la réalisation de ses aspirations nationales.

La prise de Jérusalem

Toujours vainqueurs, selon leurs propres communiqués, les Turcs ont pourtant dû céder Jérusalem à l'armée du général Allenby. Au milieu des difficultés actuelles, l'événement est pour réjouir profondément tous les Alliés. La prise de Jérusalem, indépendamment du succès qu'elle constitue pour les armes britanniques a la valeur d'un symbole ; la libération des Lieux-Saints, si longtemps usurpés par les Turcs, sonnera dans le monde entier comme l'annonce de la libération totale des peuples opprimés. Double symbole même, puisque la Turquie n'est aujourd'hui que la vassale de l'Allemagne qui semble avoir hérité de cet esprit de tyrannie et d'oppression que l'Empire turc incarna durant des siècles.

La prise de Jérusalem est le présage de l'effondrement du rêve germano-turc de domination mondiale.

La presse bulgare et la Suisse

Le quotidien bulgare « Kambana » dont on connaît les attaches avec les milieux officiels allemands, a commenté les récents troubles de Zurich en ces termes :

« Les troubles de Zurich sont la suite logique d'une politique absurde et équivoque que mène depuis quelques mois le Conseil Fédéral Suisse sous l'égide d'un chevalier de la Légion d'Honneur (sic.). Car au lieu de rechercher honnêtement les moyens d'une réconciliation des peuples en guerre, M. Ador adopte pour la Suisse la formule guerrière de l'Entente. La Suisse romande qui a perdu toute notion d'honneur et de dignité applaudit avec satisfaction à ces manifestations insensées du Conseil Fédéral ; mais la Suisse alémanique, où germe l'esprit et le cœur de la race germanique ne pourrait rester indifférente. Les troubles de Zurich ont été dirigés contre l'insouciance du Conseil Fédéral devant les graves problèmes que la guerre pose et qui engage l'existence même de la Suisse... »

Cette explication absurde témoigne d'une méconnaissance parfaite de l'opinion suisse. Suisses romands ou Suisses alémaniques ne font qu'un lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la dignité de leur patrie commune. Les deux parties de la Suisse savent également à quoi s'en tenir au sujet de la Bulgarie !

Quant à nous autres Serbes, nous ne pouvons qu'exprimer ici notre mépris renouvelé à la presse de la Bulgarie, vassale de l'Allemagne, et décidée, comme elle, à calomnier tous les peuples qui lui refusent leur estime et leur sympathie.

FEUILLETON

GEORGES KRIZANITCH

— A l'occasion de son 300^e anniversaire —
par le Dr Ljubo Perkovic

En une période de mouvements religieux et de luttes de peuples en plein XVII^e siècle, notre patrie yougoslave a doté le monde slave de deux grandes figures : elle lui a donné d'abord celui qui fut, jusqu'au XVIII^e siècle, le plus grand poète slave, puis le premier et jusqu'à ce jour l'apôtre le plus fervent et le plus hardi de la Pensée slave.

Le plus grand poète slave jusqu'au XIX^e siècle, celui qui a élevé sur notre Adriatique azurée, sur notre fier Littoral, la littérature yougoslave de cette époque à l'apogée de son épanouissement, ce poète fut Ivan Gundulić. Ce gentilhomme de mérite qui appartenait à la petite mais glorieuse République slave, à Raguse — notre Athènes — avait donné à son pays, au monde slave entier, à toute l'humanité, son beau poème dramatique « Doubravka », hymne enthousiaste et sublime à la liberté, cette précieuse richesse du genre humain. Et avec son épopée chrétienne-romantique « Osman », admirable pour sa rare beauté, pour son amour envers la patrie, pour sa valeur historique et pour sa profonde psychologie, Gundulić a rivalisé avec son maître, l'auteur de « La Jérusalem délivrée », l'immortel Tasso. Dans ce chef-d'œuvre — où est narrée la guerre de 1621 entre la Pologne et la Turquie, cette lutte si honorable et si glorieuse pour le Slavisme, — l'auteur, en des vues larges et claires sur le Slavisme, implore la Pologne, en des vœux puissants et grand Etat slave, de chasser le Turc de l'Europe et de libérer le Sud slave du joug turc.

Le second, qui fut l'apôtre le plus hardi de l'idée slave, celui qui embrassa de son esprit profond et puissant et de son cœur ardent et généreux la totalité de la race slave, depuis la Laponie jusqu'au Kamtchatka, depuis l'Adriatique jusqu'au Kirguis, ce célèbre penseur et apôtre du Slavisme, cette « grande figure » de l'histoire de notre civilisation yougoslave fut George Krizanić.

Krizanić naquit en 1617 à Ribnik, près de Ozalj, district d'Agram, il mourut vers la fin du XVII^e siècle exilé en Sibérie.

Il fut élevé dans l'esprit occidental, fit ses études à Agram, Vienne, Bologne et à Rome, où, prêtre, il officia en 1642 sa première liturgie. A Rome, à côté de la théologie, il se consacra à l'étude des langues grecque et ancienne slave, de la littérature historique contemporaine et surtout yougoslave. Il se rendit en Russie en l'an 1646, y approfondit les langues, la vie politique et l'histoire russe et polonaise, pour devenir ensuite l'apôtre le plus idéaliste de la Pensée slave et de l'unité slave.

Ce fut comme tel que Krizanić arriva à Moscou en 1659 ou 1660. « Je viens, disait-il, parmi mon peuple et dans ma patrie... c'est là le seul endroit où je crois pouvoir rendre utile mon travail. »

Mais précisément à cause de son éducation européenne, à cause de sa profonde conscience slave, Krizanić se rendit impossible à la Russie alors moscovite qui ne faisait que se réveiller de son sommeil plusieurs fois séculaire. Son attitude franche, son esprit de critique impitoyable lui attirèrent la colère des puissants et il fut exilé en 1661 à Tobolsk, en Sibérie, où il resta quinze ans.

Mais sa conscience slave et sa foi en la Russie étaient si fortes qu'il écrivit, malgré son exil, son principal ouvrage « La Politique » dont une grande partie se trouve encore en manuscrit. « La Politique » est écrite en caractères latins, en une langue qui tient le milieu entre la langue serbo-croate et les langues russe et ancienne slave, langue qu'il avait composée lui-même, voulant ainsi créer une langue slave commune. Ce manuscrit ne fut découvert qu'en 1857 à Moscou et il fut imprimé en 1860 par Bessonow en caractères cyrilliques, sous le titre : « L'Empire russe vers la moitié du XVII^e siècle. »

Il est établi que les idées politiques de Krizanić étaient connues à la Cour impériale de Russie où l'on avait gardé dans la bibliothèque de la Cour les manuscrits de Krizanić et surtout « sa Politique ». Il n'y a pas de preuves directes que Pierre-le-Grand ait lu La « Politique » de Krizanić, mais il y a toutefois une ressemblance étonnamment frappante entre les idées prêchées par Krizanić et les réformes introduites par Pierre-le-Grand, à commencer par son effort d'instruire pratiquement la Russie jusqu'à ses ordonnances concernant la taille de la barbe, la façon de s'habiller, etc. Si Krizanić ne s'était pas adonné à sa fantaisie en ce qui concerne la « langue commune slave » et s'il avait écrit ses ouvrages en caractères cyrilliques et non latin les œuvres de ce célèbre Yougoslave, nommé par les historiens « précurseur du panslavisme », auraient été lues bien davantage et elles auraient exercé à n'en pas douter une grande influence sur le public russe et sur la Russie entière qui se dégageait à peine de son long sommeil.

Il n'est pas même téméraire d'affirmer qu'il n'y aurait pas eu nécessairement soit du philoslavisme soit de l'occidentalisme, si les intellectuels russes avaient connu Krizanić avant Herder et Fichte, Hegel et Schelling, car Krizanić était à la fois une synthèse du philoslavisme et de l'occidentalisme, c'est-à-dire il était l'expression du sens des rapports entre les peuples slaves et de ceux-ci avec les Allemands et les Grecs, de même qu'avec les représentants de la civilisation gréco-romaine qui étaient en contact avec nous autres Slaves.

Les œuvres de Krizanić n'ont pu malheureusement exercer aucune influence sur les milieux intellectuels russes, car, lorsque sa « Politique » fut publiée, les intellectuels russes étaient déjà partagés en deux groupes : les slavophiles et les occidentalistes.

Son tableau de la misère générale des Slaves, sa critique de « notre aveugle singerie » de tout ce qui est étranger, surtout allemand, ses vues sur les discordes, sur la politique étrangère russe, sur la constitution polonaise, tout cela prouve combien Krizanić avait les idées larges, combien sa conception fut profonde.

« Souvent je me prends à réfléchir — se plaint-il — sur la situation désespérante de la race slave aux six noms : Russes, Polonais,

du bord du Danube est, pour Tisza, une affaire intérieure, ainsi que pour tous les seigneurs allemands et magyars, y compris Czernin qui s'est empressé de souligner le point de vue de Tisza.

Dans le discours de Czernin on peut voir l'apothéose du Mitteleuropa et de la paix germanique.

Quand le ministre autrichien des Affaires étrangères retournera à Berlin il peut être sûr de l'approbation impériale germanique.

LETTRES DE RUSSIE

VII. — Les dessous de la révolution russe (Suite)

D'après Golovine, le Comité révolutionnaire avait à sa disposition, après l'attentat qui coûta la vie à Alexandre II, 400,000 roubles.

Déjà en 1879, un agent du Comité, Soloviov, avait tiré sur Alexandre II. A cette époque, Herzen et Bakounine étaient déjà morts. Et dès lors, on remarque que le Comité s'en tient strictement à cette règle de conduite qui lui avait été suggérée encore par Karl Marx : on ne songe plus à révolutionner l'Europe, on ne cherche qu'à bouleverser la Russie. Et les Juifs révolutionnaires se multiplient à l'envi. C'est un Juif qui tira sur Loris-Melikov, le 3 mars 1880. Souvent il est difficile de savoir comment s'appelaient au juste les agents du Comité, car ils changent de nom comme une femme plusieurs fois divorcée et remariée ; ce dont la révolution actuelle, comme l'on sait, nous donnera encore de curieux exemples.

Les notions morales s'embrouillent de plus en plus : des agents du Comité entrent dans l'Okhrana (la police secrète), des agents de l'Okhrana entrent dans le Comité. L'on se « provoque » mutuellement ; il y en a qui ne savent déjà bientôt plus eux-mêmes si c'est l'Okhrana ou la révolution qu'ils servent réellement. C'est ainsi que le trop fameux Azev, membre du Comité, était simultanément agent provocateur de l'Okhrana du ministre Witte et que le Juif Bagrov, agent du Comité révolutionnaire, jouant le rôle d'agent de l'Okhrana, assassina Stolypine, à Kiev, en 1911.

La limite entre le Comité et l'Okhrana s'étant déjà presque effacée, on ne saurait s'étonner de voir dans le Comité des agents de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, en relations avec l'ambassadeur autrichien à Pétersbourg, comte Kalnoky, plus tard ministre des affaires étrangères. De plus en plus l'Autriche-Hongrie qui a toujours opprimé ses propres peuples, se montre affable envers le mouvement révolutionnaire russe ; la presse de Vienne et de Budapest, presque entièrement entre les mains des Juifs, devient l'avocat fervent de tous les assassins politiques en Russie : la vengeance du knout et de la nagaïka des Cosaques suffit pour justifier n'importe quelles atrocités.

En 1887, l'Autriche faillit provoquer la guerre avec la Russie, à cause de Ferdinand de Cobourg. Celui-ci s'était vanté d'avoir été reconnu prince de la Bulgarie par le gouvernement allemand ; Bismark l'appela « le faussaire orléannais » et fit, en janvier 1887, le célèbre « discours d'Hécube », où il disait que les procédés de Kalnoky envers la Russie tendaient à jeter

une bride autour du cou de l'Allemagne et que l'Allemagne n'avait garde de se brouiller avec la Russie à cause des Balkans, toute la question orientale ne valant pas les os d'un seul grenadier poméranien.

L'Autriche, se trouvant ainsi désavouée, le Comité révolutionnaire lui vint en aide en exécutant deux attentats contre Alexandre III, celui du 13 mars 1887 et celui de Borki, en 1888. Il est intéressant de savoir que le premier fut perpétré par un frère de Lénine. Rien d'étonnant donc à ce que ce dernier ait joui d'un exil agréable à Cracovie jusqu'après la déclaration de la guerre actuelle et qu'il ait été à un tel point « persona grata » du ministre Stürkh, qu'on le laissa partir pour la Suisse en pleine guerre sans craindre qu'il pût emporter le plan de la forteresse de Cracovie. En Suisse il vociférait pour les droits des nationalités, mais uniquement pour celle de la Russie, bien entendu, sans demander la même chose pour les Serbes, Croates, les Slovéniens, les Tchèques, les Polonais et les Ruthènes en Autriche. Et, en effet, comment ces nationalités oseraient-elles se porter mal sous un gouvernement qui a été aimable envers lui, Lénine, le libérateur du monde !!!

Tandis qu'Alexandre II, qui était sur le point de donner une constitution à son empire, fut assassiné et que le Comité révolutionnaire essaya de faire le même sort à son successeur Alexandre III, qui était désagréable à l'Autriche, il n'y avait pas d'attentat contre Nicolas II qui ne semblait pas dangereux aux deux puissances centrales. Chose étrange ! On savait que sa mort prématurée aurait donné une grande influence à Nicolas Nicolaïevitch qui était un véritable épouvantail pour l'Autriche. Et encore une coïncidence intéressante : après la mort d'Alexandre II, le Comité révolutionnaire ne pillait plus les banques, et pourtant les deux attentats contre Alexandre III, au temps de la tension austro-russe, devaient coûter cher. Ce qui veut dire que le Comité révolutionnaire a dû toucher de l'argent « à la Bolo-pacha », c'est-à-dire provenant de celle parmi les puissances qui avaient le plus grand intérêt à voir la Russie paralysée dans sa politique extérieure.

Après la chute du tsarisme, on a vu d'où venait l'argent du Comité révolutionnaire, dont les membres se dissimulent encore derrière la section militaire et celle des affaires étrangères au Soviet des soviets. On sait que Bronstein-Trotsky a reçu 10.000 dollars des Allemands en Amérique avant de retourner en Europe. Il fut l'instigateur des troubles sanglants, à Pétersbourg, en juillet 1917, après quoi le procureur Kavinski le fit arrêter. Cependant Zarouline, Juif lui aussi, devenu ministre de la justice, dans le cabinet Kerenski, le libéra, ainsi que Lounatscharski, accusé du même crime, et actuellement « commissaire du peuple pour l'instruction publique ». A cette même époque, on découvrit, que l'avocat Kozlovski, collaborateur à la « Pravda », avait reçu de l'argent d'Allemagne pour les buts de Lénine, ainsi que Krylenko (Aron Abraham), le généralissime maximaliste, en avait reçu au nom de sa femme. Tout cela se passait pendant les préparatifs au procès Soukhomlinov, procès qui a aidé à nettoyer les écuries d'Augias de l'ancien régime. Mais, hélas, la révolution ne manque pas non plus de pareilles écuries, qui réclament un

nettoyage radical. Mais jusqu'à présent ce ne fut guère possible d'y procéder à ce nettoyage, tant que les révolutionnaires sincères, dans leur masochisme altruiste, se solidarisèrent avec tout ce qui appartenait soi-disant à la sainte cause, — fût-ce même des agents provocateurs de la police secrète, comme Azev ou Malinovski, ou des défaits aidant l'impérialisme austro-allemand, tels que Trotzki, Lénine, Tchernov et « tutti quanti ». Mais, au cours de ces derniers mois, bien des illusions ont péri. Un des premiers désillusionnés fut Tzereteli, qui, quelques mois après avoir défendu la candeur de Lénine, avoua franchement, à la conférence de Moscou, que lui et les autres « croyants » de la révolution avaient été tout à fait inexpérimentés dans la lutte avec l'extrême-gauche et que maintenant seulement ils appréciaient suffisamment la funeste influence que celle-ci exerce sur la révolution et la Russie tout entière. C'est là la crise : la révolution cesse d'être une révolution du peuple russe et se transforme en une révolution interrévolutionnaire, pour l'éclaircissement des notions morales. Déjà l'on voit deux camps nettement hostiles, d'un côté Lénine et toute sa noble compagnie ; de l'autre, Bourtzev, Savinkov, Kerenski, Plekhanov, qui maintenant expient, « gardés à vue » ou en prison, leurs anciennes illusions. Il n'y a que cette séparation nette et absolue des honnêtes d'avec les malhonnêtes qui puisse encore sauver la Russie. Le procès Soukhomlinov a démontré une chose aussi étonnante que triste : il nous a montré qu'un grand nombre d'honnêtes gens, Stolypine, Kokovzov et autres, furent paralysés devant la force du mal de quelques coquins. Cela doit-il se renouveler en gros, pour toute la Russie ? La Russie, avec tous ses trésors de forces saines, se montrera-t-elle incapable d'interdire le métier à quelques fourbes ?

On ne peut épargner à Kerenski le reproche d'avoir contribué amplement à cet état des choses. Il a « vaincu » Kornilov en capitulant devant le Soviet, il a rendu la liberté aux instigateurs de la guerre civile, de Korlovski à Trotzki, par crainte du Soviet. Et maintenant, ceux-là même auxquels il a cru devoir obéir jusqu'à la démente, l'ont renversé en récompense et il a dû s'enfuir de Pétersbourg. Et il faut l'avouer, il a franchi ce pas qui sépare le sublime du ridicule. Il a déchaîné tous les démons, pour expérimenter sur eux la force de la persuasion. On l'a appelé « la poésie de la révolution russe », mais on est forcé de lui donner un autre nom : celui d'une incapacité prometteuse.

Nous voilà au seuil de la Constituante qui peut sauver la dignité de la Russie. Et peut-être l'Histoire, toujours pleine d'ironie, nous montrera-t-elle Kalédine, « ennemi du peuple », défendre avec ses cosaques, le seuil sacré contre les usurpateurs de l'extrême-gauche.

M. G.

La voix du Mexique

Nous lisons dans le « Figaro » du 4 décembre, sous le titre « le Mexique vers l'Alliance », la note suivante :

« On nous communique le texte des déclarations retentissantes sur le conflit mondial faites au Sénat par M. Pablo Gonzalez, une

des plus grandes personnalités militaires du pays et ami intime du président Carranza. Nous en détachons les passages suivants qui sont forts significatifs :

« La révolution mexicaine, a dit M. Pablo Gonzalez, serait bien peu de chose si elle n'inscrivait sur ses drapeaux les plus grands idéaux humains et si elle ne les soutenait pratiquement. Si l'invasion de la France pouvait être considérée comme une conséquence naturelle de son état de guerre avec l'Allemagne, on devrait quand même protester contre la façon déloyale et barbare dont elle s'accomplit. Mais ce qui n'a pas d'excuses, ce qui apparaît comme un des plus horribles attentats, une des plus inconcevables violations du droit international et de la souveraineté d'un peuple faible, c'est l'envahissement de la Belgique, pays neutre, et qui était protégé par des traités conclus tout exprès pour prévenir les atteintes à sa neutralité et à sa souveraineté.

« Quant à la destruction de la Serbie, elle fut poursuivie jusqu'au bout par les Empires centraux avec un tel manque de scrupules et un tel luxe de cruauté et de barbarie, qu'elle a provoqué l'horreur de tous les hommes civilisés et donné une claire idée du tragique esclavage auquel seraient soumises les nations faibles, si l'impérialisme menaçant des Teutons triomphait définitivement. »

Une monstrueuse ordonnance magyare

Les Magyars et leur gouvernement démocratique nous fournissent chaque jour des preuves d'un zèle magyarisateur qui ne connaît plus de bornes. Le sanglant cataclysme et le sentiment de la sécurité absolue de leurs frontières poussent les Magyars à des mesures, qui, par leur violence et leur mépris des droits de l'homme, constituent le crime le plus audacieux contre tout ce qui est appelé humain.

Voulant poser des bases sûres à leur « Etat unitaire magyar », ils prétendent assimiler encore pendant la durée de la guerre la moitié des habitants de la Hongrie. Au moyen de gibets et de prisons, ils sont parvenus à juguler les peuples malheureux dont ils ont toujours eu peur. Pour enrayer une fois pour toutes le danger nationaliste en Hongrie, le nouveau gouvernement, dit démocratique, commence à réaliser les plus odieux plans d'anéantissement de dix millions de citoyens qui ont eu la malchance de ne pas être nés Magyars et qui ne veulent pas renoncer à leurs traditions séculaires, à leur langue maternelle et à leur idéal de liberté.

Dans leur course effrénée vers « l'Etat national magyar », les Magyars s'approprient d'abord à supprimer toutes les langues parlées en Hongrie, ne donnant droit d'existence qu'à la douce langue asiatique magyare. Le grand chef démocratique, — quelle cruelle ironie ! — le comte Apponyi, a déjà commencé l'œuvre de dénationalisation. Mais la mainmise sur les âmes innocentes des enfants non-Magyars dans les écoles, ne paraît pas une garantie suffisante pour la magyarisation complète de la Hongrie.

A présent, le ministre de l'Agriculture

Tchèques, Serbes, Croates et Bulgares ! » Je vois que nous sommes humiliés devant les autres peuples ; les uns nous offensent amèrement, les autres nous détestent orgueilleusement tout en ramassant et en évorant devant nos foyers nos propres richesses — et cela ne les empêchent pas de nous calomnier, de se moquer de nous, de nous mépriser et de nous appeler barbares en nous considérant plutôt comme des choses que comme des hommes.

« Cependant les Slaves ne sont aucunement barbares comme leurs ennemis les veulent représenter devant le monde. Les Slaves sont capables de s'instruire aussi bien que les autres peuples et cela surtout depuis que Dieu, par sa grâce et par sa bonté, fit de la Russie un grand Etat slave, le plus glorieux et le plus puissant que nous ayons jamais connu, nous autres Slaves. Les Slaves, il est vrai, ne sont pas aussi avancés que les autres peuples civilisés, mais tout de même ce ne sont pas des barbares.

« Lorsqu'on écrit l'histoire du peuple russe, ou d'un autre peuple slave, cela ressemble plutôt à une satire stupide qu'à de l'histoire. Les défauts slaves sont la nonchalance, la rudesse et la discorde, la rigidité et l'excès quant à la manière de gouverner : le gouvernement en Russie est absolutiste, tandis qu'en Pologne c'est un tel désordre que les Polonais eux-mêmes sont étonnés de ce que la Pologne puisse encore exister avec son anarchie.

« Un très grand défaut slave est aussi l'imitation effrénée de tout ce qui est étranger. Les étrangers nous attirent vers eux, nous mêlent dans leurs intrigues et sèment parmi nous la discorde. Nous nous laissons dupes grâce à notre naïveté... nous croyons tout des étrangers... nous nous méprisons nous-mêmes et notre peuple dont nous ne voulons rien savoir. Nous suivons bêtement l'étranger et nous allons jusqu'à nous anéantir les uns les autres... »

« Les Allemands nous ont chassés de la Moravie, du Littoral, de la Silésie, de la Prusse ; en Bohême il ne reste que peu de Slaves dans les villes, mais en Pologne toutes les villes sont envahies par les étrangers. Lorsque, par exemple, les commerçants ou les artisans allemands se multiplient chez nous, au point de devenir assez forts, ils chassent

nos Slaves ou les tuent, ils fortifient les villes et y deviennent maîtres à notre détriment, à notre honte aussi. C'est le cas pour Gdanskou, Tornouyou et pour Riga et pour d'autres villes. Ils nous chassèrent de la mer et des fleuves navigables en arrière dans les grandes plaines pour y labourer la terre. Nous sommes devenus leurs serviteurs, nous travaillons et nous faisons la guerre pour eux. Cependant eux restent sans travailler et font des orgies dans leurs palais de marbre.

« A force de tyrannie, ils amènent la plus grande partie des Slaves à un tel degré de désespoir qu'ils en viennent à avoir honte de leur race, de leur langue... Après avoir conquis la Bohême, la Pologne et la Lithuanie, les Allemands grincent encore des dents de ne pouvoir courber sous leur domination les Etats russes que Dieu a préservés du joug allemand. C'est pour cela que les Allemands détestent le plus les Russes parmi toutes les nations slaves. Ils font tout leur possible pour leur nuire, répandant des histoires inouïes sur eux et ils ont réussi à noircir la Russie devant toute l'Europe. Ils en ont même persuadé les Polonais qui racontent partout de méchantes choses sur les Russes.

« Les Grecs ne sont pas moins nos ennemis... Ils disent des Russes qu'ils sont barbares et qu'il faudrait leur apprendre à obéir non par des paroles, mais à coups de bâton... Ils veulent faire supprimer le patriarcat serbe et dans ce but ils ont grâssi la patte aux Turcs... »

Mais la grandeur de Križanić apparaît lorsqu'il blâme les discordes ecclésiastiques, c'est là qu'on voit son nationalisme slave et son démocratisme vraiment exemplaire.

« Quiconque se mêle des affaires des autres, dit-il, sans y être intéressé, commet une folie... La discorde dans l'Eglise a surgi à cause de la différence de deux peuples, à cause de la lutte pour le pouvoir suprême, laïque ou ecclésiastique. Laissons se disputer ceux auxquels Dieu a donné ces deux pouvoirs, c'est-à-dire les Romains et les Grecs. Il serait fou et stupide de désirer un seul instant l'Empire romain ou le pouvoir suprême... Nous autres Slaves et Russes, en sommes loin... Nous ne pouvons jamais posséder ni l'Empire ni la Papauté... Nous ferions bien mieux d'entendre amicalement les deux parties et de les réconcilier... Les Russes ont reçu leur religion des Grecs et les Polo-

nais des Romains. Il est de notre devoir de respecter ces traditions et de ne jamais nous occuper du pouvoir ; nous ne devons en aucune façon prendre parti ni pour les calomnies grecques ni pour les calomnies romaines. Nous ferions mieux de réconcilier les Grecs et les Romains, Ce sont les Bulgares qui sont la cause des discordes et c'est encore à cause d'eux que les Grecs anathémisent les Romains. Si un de nos peuples (les Bulgares !) fut la cause du mal, il faut que les autres soient la cause du bien. »

Križanić conseille à la Russie de ne pas élargir ses limites au nord ni à l'est, mais de concentrer son attention vers le sud... La riche et fertile Crimée doit se peupler de Russes et de Slaves en général, et même d'autres peuples à l'exception des Allemands et la capitale devrait être transférée à Pérokov... Tout cela est nécessaire pour libérer le peuple slave du joug turc.

C'est surtout en présence des terribles conséquences de la politique asiatique de la Russie que nous tenons à souligner les idées de Križanić qui insistait particulièrement sur le fait que la Russie doit être slave et européenne avant tout.

Nous Yougoslaves, nous pouvons être fiers d'avoir donné au Slavisme et à l'humanité, déjà au XVIIe siècle, un grand homme qui, du point de vue européen, chrétien et de la civilisation, avait conçu et écrit tout un système de politique slave générale et d'une action nationale slave.

¹ Križanić ignorait évidemment l'origine tartare des Bulgares.

L'Autriche-Hongrie et la paix

— Le comte Karolyi et M. Jaszi à la Conférence de Berne —

Mezőssy a édicté une ordonnance en vertu de laquelle l'Etat et le gouvernement austro-hongrois auront le droit et la faculté d'exproprier les biens des non-Magyars et de les mettre à la disposition des Magyars. La ruine économique des peuples non-magyars est donc le but des Magyars.

Voici le discours du ministre Mezőssy, prononcé au Parlement le 25 octobre, où, avec une clarté crue, il détermine le sens de l'ordonnance :

« Le gouvernement, a dit le ministre, se basant sur le droit que lui confère la loi sur le pouvoir exceptionnel, publiera certaines ordonnances qui seront en vigueur exclusivement pour la durée de la guerre et qui tendront à renforcer la politique foncière magyare. Dans la première moitié de la guerre on a constaté avec tristesse que dans les régions les plus fertiles de la Hongrie méridionale, les terres se trouvaient dans les mains d'une population peu sûre. Des milliers de vies de soldats magyars auraient pu être sauvées si la population limitrophe avait été sûre et composée de gens dévoués à la patrie. Le même fait a été constaté dans le nord. L'armée russe, qui a attaqué notre patrie, a eu à sa disposition une carte géographique plus précise que nos cartes de l'état-major. La terre de ces régions menacées doit être dans les mains d'hommes dignes de confiance. Pour arriver à ce but, les modifications dans le transfert des terres seront subordonnées au consentement des autorités. Non seulement le transfert de propriétés, mais les baux eux-mêmes dépendront des autorités. La durée du bail ne pourra pas dépasser dix ans. En dernière instance, le ministre de l'Agriculture examinera, en cas de plainte, chaque question particulière. Je puis donner à tout le monde l'assurance que j'userai de ce droit exclusivement et uniquement au service de la politique foncière nationale du magyarisme. Je veux employer aussi les moyens matériels que le gouvernement mettra à ma disposition pour sauver la Transylvanie. Lorsqu'on se mettra à l'œuvre pour résoudre la question de la politique foncière de la Transylvanie, je tiendrai compte des services des personnages importants, avant tout du comte Etienne Bethlen, qui connaît très bien la situation de ces régions. »

Naturellement, cette ordonnance a attiré l'attention de la presse qui approuve unanimement les mesures du gouvernement démocratique.

Dans son éditorial, « l'Az Est », du 27 octobre, dit : « Nous croyons que l'ordonnance a subi un retard de quelques années, mais on doit pourtant la saluer avec joie. »

... Dans les régions limitrophes habitées par les nationalités, les non-Magyars, surtout les Roumains, ont acheté systématiquement les terres des propriétaires magyars. Il était grand temps d'arrêter cette offensive dangereuse, car si l'on tolérait cela encore, nos ennemis occuperaient simplement par leurs agents la terre qu'ils ne pourraient nous prendre par les armes. Le gouvernement doit veiller à ce que cette ordonnance ne soit pas seulement réalisée avec la plus grande sévérité, mais également à la base de la plus noble morale patriotique. »

La plus noble morale patriotique signifie, traduit en français, que tout ce qui n'est pas magyar doit être éliminé, supprimé et dépouillé de ses biens.

L'organe catholique « Alkotmany », dit : Nous pouvons établir que ces mesures réaliseront des principes mûrs et pondérés depuis longtemps. Il est avéré dans la vie pratique que ces principes ne pouvaient plus être ajournés et que leur réalisation est devenue la haute exigence de toute la nation magyare. »

Le seul organe socialiste « Nepszava » a trouvé une phrase de réprobation contre ce nouvel attentat à la prospérité et à l'existence de millions de citoyens.

La « Nepszava » dit : « Bien que l'ordonnance attribue l'interdiction de transfert des biens à des causes de politique foncière, elle est faite quand même pour des causes et des buts nationalistes que nous réprouvons vivement. »

C'est la seule voix qui se soit élevée contre le nouveau témoignage de la démocratie magyare.

L'ordonnance entre en vigueur le 1er novembre 1917 et englobe les départements « plus exposés », c'est-à-dire les régions habitées par les Slovaques, les Ruthènes et les Roumains. Mais l'ordonnance peut être étendue à la propriété foncière de tout le pays si les circonstances l'exigent.

C'est une très douloureuse étape des peuples non-magyars, mais nous espérons, ayant une croyance immuable dans la justice immanente, que les dessins infernaux des Magyars ne se réaliseront pas. Le monde entier y veillera. L. P.

A titre documentaire et pour compléter l'article paru dans notre avant-dernier numéro sur Karolyi et Jaszi, nous reproduisons ici une interview publiée dans le journal « La Suisse » du 2 décembre :

Descendu à l'hôtel de la Paix — serait-ce un choix prémonitoire ? — M. Oscar Jaszi, le leader du parti radical hongrois, qui assista à la récente conférence internationale de Berne, a fait à ce sujet les déclarations suivantes :

Cette réunion de pacifistes belligérants et neutres¹ avait pour but de rechercher les conditions scientifiques d'une paix durable. Au premier rang de ces conditions figure le libre développement économique et national de tous les peuples. Dans tous les cas où le mélange des races, comme il arrive particulièrement en Hongrie, rend impossible l'attribution du territoire à telle ou telle nationalité, il convient d'assurer par tous les moyens l'indépendance économique et intellectuelle des minorités.

L'arbitrage obligatoire est le corollaire nécessaire de cette réorganisation de l'Europe, arbitrage qui comporterait, dans l'esprit des participants à la conférence de Berne, des sanctions effectives : boycott économique et même, dans les circonstances extrêmes, intervention de l'armée internationale permanente.

Ces garanties, remarque avec raison M. Jaszi, ne sont pas suffisantes et l'ensemble des résolutions adoptées par la conférence relève encore de cette « alchimie pacifiste » dont on abusait avant la guerre.

Les véritables fondements d'une paix durable seraient, selon le démocrate hongrois :

1. Le retour à la politique du libre échange et la suppression de la diplomatie secrète ;
2. Le libre développement des minorités nationales. En Hongrie, où ce problème de nationalités est tout particulièrement ardu, il suffirait d'instaurer une politique de sincère démocratie pour aplanir les difficultés intérieures. Une refonte de la Constitution est indispensable et le projet de suffrage universel qui vient d'être élaboré marque un premier progrès en ce sens.

Les forces populaires sont décidées à lutter contre la suprématie féodale et ploutocratique et l'on est en droit d'espérer, dit le professeur Jaszi, que l'on arrivera progressivement à instituer dans tout le pays le suffrage secret.

La question yougoslave, l'une des plus importantes, admet, du point de vue austro-hongrois, une solution équitable, qui serait d'accorder l'autonomie intégrale, dans le cadre de la couronne de Saint-Etienne, à toutes les parties historiques des Slaves. Le premier pas en ce sens vient d'être fait : la Dalmatie sera, d'après les déclarations récentes du ministre Wekerlé, rattachée à la Croatie-Slavonie.

A ces vues personnelles, le chef du parti radical ajoute qu'il ne peut imaginer une paix solidement établie sans la reprise de relations amicales entre l'Autriche-Hongrie et une Serbie reconstituée, libre et forte, et désormais à l'abri de la guerre douanière qui lésait autrefois ses intérêts vitaux. De son voyage en Serbie occupée, M. Jaszi a rapporté la conviction que de telles relations, économiques et intellectuelles, sont la condition primordiale d'un équilibre définitif. Adversaire des idées de Naumann — créateur du rêve pangermaniste du « Mitteleuropa » — il envisage l'avenir de l'Europe centrale comme une confédération d'Etats, noyau de la future Société des nations.

* * *

C'est également l'idée de la démocratisation générale que le comte Michel Karolyi, interviewé sur le même sujet, a développée en y insistant fortement :

— Plus de diplomatie secrète, plus de traités internationaux inconnus des peuples qu'ils lient et qu'ils peuvent entraîner en d'effroyables conflits par le seul jeu des combinaisons de chancelleries. Il faut que partout le contrôle de la nation devienne effectif : il est encore trop formel, même dans les pays avancés.

La paix ne pourra s'élever que sur ces bases. Tout l'édifice des conventions s'écroulerait au premier conflit si l'arbitrage obligatoire ne recouvrait pas une volonté d'entente et de compréhension réciproque.

En ce sens, dit le comte Karolyi, la conférence de Berne a échoué : seuls les Centraux y étaient représentés et les délégués allemands, toujours imbus, selon leur collègue hongrois, d'un esprit peu pratique, ont

¹ On sait qu'aucun représentant de l'Entente n'y participait.

contribué à cet échec. Le vrai moyen de travailler à la paix, telle est du moins l'idée de Karolyi, serait d'obtenir de la France et de l'Angleterre de ne pas refuser les passeports à des délégués officiels qui se rencontreraient en Suisse, en une réunion privée, avec les représentants des puissances centrales. Dans cette réunion, dont les délibérations n'engageraient pas les gouvernements, on discuterait les questions préliminaires et l'on fixerait la date du congrès officiel. L'idée est séduisante... pour les Austro-Allemands ; mais il y a fort à parier qu'elle sourira médiocrement aux Alliés, désireux de vaincre avant de s'assembler autour du tapis vert !

De toute manière, a dit encore Karolyi, c'est dans et par la démocratie que seront résolus les problèmes essentiels — entre autres celui des nationalités en Hongrie. Questionné au sujet des revendications yougoslaves, le délégué hongrois s'est déclaré tout disposé à travailler en vue d'un accord mais refuse d'exposer tout son programme. Au sujet de l'Europe centrale, il ne se montre pas moins réfractaire que Jaszi aux théories de Naumann et n'hésite pas à déclarer que l'union intime avec l'Allemagne serait funeste à l'Autriche-Hongrie. Venant d'une personnalité de cette envergure, l'opinion mérite qu'on la souligne.

— Vous pouvez, a dit textuellement Karolyi, le crier sur les toits : nous qui ne désirons aucune annexion, ne voulons pas non plus être annexés. Nous tenons à conserver toute notre indépendance économique, politique et militaire, et non pas à tomber dans la sphère d'indépendance exclusive de l'Allemagne.

Entre l'Autriche et la Hongrie, des différends ont aussi éclaté. Ils ne sont pas sans importance, mais une fois la question du Mitteleuropa tranchée, il ne sera pas impossible de trouver un terrain de conciliation.

Et la paix avec la Russie ? A cette question, Karolyi hésite, puis répond avec le visible souci de ne rien compromettre :

« La situation est si obscure... hier, Kerenski, aujourd'hui Lénine, demain... comment prévoir si l'armistice, une fois conclu, nous achèvera vers la paix ? »

On le voit, les délégués austro-hongrois semblent animés des meilleures dispositions. Peut-être ne voient-ils pas eux-mêmes la contradiction aveuglante entre leur idéal démocratique et les solutions boiteuses qu'ils proposent des problèmes concrets les plus graves. Leur optimisme risque, dès lors, de n'être pas généralement partagé. L'idée d'une démocratisation réelle de la Hongrie apparaît à tous ceux qui connaissent la monarchie, utopique au premier chef, et les Yougoslaves en particulier, ne sauraient concevoir une paix durable et sincère sans la satisfaction complète des aspirations de tous les peuples soumis à l'Autriche-Hongrie. Toutefois, ce fait est significatif que le souffle démocratique en train de passer sur l'Europe n'épargne pas — en apparence tout au moins — la citadelle millénaire de l'autocratie et de la féodalité.

LA POLITIQUE EN AUTRICHE-HONGRIE

Les Allemands contre les Yougoslaves

La « Tagespost » du 29 septembre écrit : Il est nécessaire de mettre de côté les fantaisies folles qui allaient jusqu'à prétendre instaurer une réunion des Sloènes avec les Croates et les Serbes en un Etat yougoslave. Les bonnes gens qui ont imaginé ce plan, disent qu'ils ne se considèrent pas pour cela comme les adversaires de la politique générale du Mitteleuropa. Ils prétendent ne pas vouloir dissoudre l'alliance qui existe entre l'Allemagne et l'Autriche. Ils oublient cependant que la séparation du territoire adriatique de l'Etat autrichien serait le coup le plus dur qui puisse frapper non seulement les Allemands d'Autriche, mais encore toute la nation allemande. Si l'on sépare le territoire adriatique du corps de l'Autriche pour en constituer un royaume yougoslave, même sous le sceptre des Habsbourg, alors la nation allemande et plus particulièrement les Allemands d'Autriche se trouveront privés de tout accès à la mer. Si un Etat de ce genre vient à se réaliser, il vaudra prétendre à une politique indépendante en matière commerciale et ferroviaire et alors malheur au développement du commerce et de l'industrie dans les terres danubiennes et des Sudètes ! Donc, si les Croates désirent continuer à vivre en paix avec l'Au-

triche et l'Allemagne, si nous voulons nous sentir frères dans cet Etat de nations qu'est l'Autriche, alors, on ne doit jamais nous priver de notre libre accès à la mer. C'est notre premier et notre dernier mot, et, si disposés que nous puissions être à ces concessions dans la question du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, nous ne pouvons en aucun cas sacrifier notre existence nationale et notre bien être économique aux utopies pan-yougoslaves.

L'annexion de la Serbie et du Monténégro

La « Hrvatska Država » de Zagreb, du 19 octobre, écrit :

« L'Information » de Vienne prêche de nouveau l'annexion par la monarchie austro-hongroise de la Serbie et du Monténégro. Ne pouvant naturellement pas demander cela ouvertement, elle engage la population de ces pays à se prononcer en faveur de l'annexion. C'est grâce à « l'idée yougoslave » et à l'aide des Croates et des Serbes de la monarchie austro-hongroise qu'on pourrait, dit l'Information, réaliser ce programme, en leur promettant une grande Yougoslavie autonome dans le cadre de la monarchie, avec exclusion toutefois des Sloènes.

Les Messieurs qui se groupent autour de cette « Information » ne savent ni lire ni écrire, autrement ils n'auraient pas proféré de tels blasphèmes ! Est-il possible que dans une tête bien équilibrée puisse naître l'idée qu'un seul Serbe de Serbie ou du Monténégro pût voter l'annexion de sa patrie à une misérable autonomie yougoslave dans le cadre de la monarchie austro-hongroise ? Peut-on penser de même qu'il puisse se trouver dans la Monarchie un seul Croate ou un seul Serbe pour se hasarder à faire dans la Serbie ou dans le Monténégro libre une propagande en faveur d'une idée aussi inepte que celle des seigneurs viennois ?

Les Croates se chargent eux-mêmes de railler l'idée d'une Yougoslavie dans le cadre de la monarchie habsbourgeoise avec annexion de la Serbie et du Monténégro. Ils veulent, au contraire, un Etat yougoslave indépendant en dehors de l'Autriche-Hongrie et réunissant tous les Serbes, les Croates et les Sloènes.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES BALKANS

BULGARIE

L'anniversaire de M. Radoslavoff

On écrit de Berne à l'Agence Balkanique :

Au mois de mai 1918, le président du Conseil bulgare aura à célébrer un glorieux anniversaire. Cet anniversaire prend un caractère particulièrement important quand on sait que M. Radoslavoff est désigné par son auguste maître pour présider aux destinées de la Bulgarie le jour de la liquidation définitive.

Au mois de mai 1903, les habitants de Sofia accouraient chaque soir vers sept heures devant le siège de la Haute-Cour bulgare pour voir un personnage curieux, aux allures plutôt suspectes, entouré de gendarmes, la tête baissée, les mains dans les poches, conquis et malmené par une foule indignée. Ce personnage n'était autre que le président du Conseil actuel en Bulgarie, le Dr Vassili Radoslavoff, celui même qui signa l'acte funeste de l'intervention bulgare aux côtés de la Prusse.

Le procureur d'Etat M. Malinoff, actuellement chef des démocrates, dans son réquisitoire sévère, avait accusé le nommé Vassili Radoslavoff, 52 ans, marié, originaire de Lovetch, d'avoir durant son passage au pouvoir en 1899-1900, sacrifié les intérêts du pays à ses propres intérêts, d'avoir encouragé et toléré une corruption indigne, d'avoir abusé de son pouvoir ministériel, d'avoir enfin fourni à l'Etat, avec la complicité de M. Tontcheff, actuellement Ministre des Finances, un grand nombre de wagons pourris. Le procureur d'Etat avait les preuves en mains. Les accusations étaient formellement établies et la Haute-Cour prononça à l'unanimité un verdict condamnant le nommé Radoslavoff à huit mois de prison.

Ceci se passait en l'an 1903...

En 1918, le 15^{me} anniversaire de cette infamante condamnation, une grande conférence aura à régler l'avenir des peuples et la future Société des Nations. Chaque pays sera tenu de rendre compte de son attitude et de son but... Les représentants bulgares auront à s'appuyer sur l'œuvre de M. Radoslavoff.

En 1903, M. Radoslavoff était dans les mains de la gendarmerie bulgare. Quinze ans plus tard — le jour de son glorieux anniversaire — M. Radoslavoff sera sans doute dans les mains de la gendarmerie internationale...

Tout le monde souhaite que ce jour-là justice soit faite...